

## **Compte rendu du comité Social d'Administration Local – Formation Spécialisés (CSAL-FS) du 29/06/23.**

Suite au boycott par l'ensemble des organisations syndicales du CSAL en Formation spécialisée (FS) du 20 juin 2023, la direction a reconvoqué une instance FS le 29/06/2023, dans lequel elle a enfin rajouté à l'ordre du jour, le compte rendu des visites de postes du Service Départemental des Impôts Foncier (SDIF) de Millau et du Service de Gestion Comptable (SGC) de St-Affrique.

**1 - Approbation des PV des séances du CSAL/FS des 3 avril et du 20 juin 2023 :** Vote à l'unanimité.

### **2 - Fusion Paierie Départementale et SGC de Rodez - avis technique de M. DURANTIN, Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) :**

Dans le contexte de la fusion de la Paierie Départementale et du SGC de Rodez dans les locaux du SGC de Rodez, l'ISST a effectué une visite de site en mars 2023. Cet avis a mis en évidence l'existence d'un cul-de-sac de plus de 10 mètres qui distribue le principal bureau collectif. *L'article R4216-11 du Code du Travail prévoit que « les itinéraires de dégagements ne comportent pas de cul-de-sac supérieur à dix mètres ».*

Aucune porte d'évacuation ne pouvant être créée dans ce bureau, il est donc demandé une dérogation auprès de la mairie de Rodez afin de se conformer à la réglementation.

Pour faciliter l'évacuation de ce point non conforme, il conviendra de retirer tout élément sous tension électrique permanente (mopieurs, papiers, cartons) et de retirer tous les éléments combustibles présents afin de faciliter l'évacuation en cas d'incendie ; l'installation de détecteurs de fumées et l'indication de la voie sans issue sont aussi recommandées.

L'ensemble du personnel (20 personnes) désirant être sur le même plateau, il sera installé au rez-de-chaussée. La salle de réunion à l'étage sera rénovée, modernisée avec du nouveau mobilier et pourra être utilisée par les CDL.

La direction précise que cette salle sera dotée de prises numériques et servira de salle de repli en cas d'activation d'un PCA (Plan de Continuité de l'Activité) si les locaux de la direction se trouvaient inutilisables.

Il est précisé que le passage à l'éclairage LED est en cours et que les travaux de peintures commenceront fin août.

Tous les travaux, selon M. Boyer doivent être terminés la 2<sup>e</sup> quinzaine de novembre.

### **3 - Avis technique de l'ISST sur le Centre de Contact des Professionnels (CCPRO) de Decazeville :**

Cette visite fait suite à l'ouverture, en septembre 2022, de ce service, créé le 01/09/22 qui comprend 35 agents.

L'avis rendu met en exergue plusieurs points de vigilance notamment la présence d'une échelle à crinoline (voir dessin ci-joint), installée à l'arrière du bâtiment et utilisée en dernier recours lors d'un incendie par les personnes présentes au 1<sup>er</sup> étage. Cette échelle peut paraître impressionnante pour certains agents, un exercice d'évacuation et une formation sur place seront effectués avec l'assistant de prévention.



Concernant les casques audio, choisis par la direction pour leur excellente qualité audio, l'ISST note malgré tout certains dysfonctionnements (qualité de la ligne, cris des contributeurs) pouvant engendrer un choc auditif. L'ISST recommande une vigilance particulière concernant ces chocs acoustiques et notamment de se rapprocher du service informatique afin de s'assurer du bon paramétrage de ces casques.

**Solidaires Finances Publiques** a demandé une formation des agents afin d'avoir les bons réflexes en cas d'agression au téléphone, l'assistant de prévention doit relancer les agents afin qu'elle soit proposée.

Les risques psycho-sociaux (RPS) ont été ensuite abordés pour les agents du CCPRO de Decazeville. Ces derniers se sentent constamment pris en otage entre les redevables et les SIE des Bouches du Rhône, ce qui engendre du mal-être au travail et de la frustration, notamment du fait de la spécialisation de leurs tâches, qui consiste uniquement à assurer l'accueil téléphonique. Certains agents se sentent démunis face aux redevables du fait de cette spécialisation, alors qu'ils seraient en capacité de traiter leur problème en direct sans leur demander de prendre contact avec le SIE.

Ils souhaiteraient avoir une marge de manœuvre plus importante dans la gestion de leurs tâches. Il convient de constater et de déplorer que les Bouches du Rhône ont perdu de nombreux emplois et ont une qualité de travail très dégradée, ce qui ne satisfait pas les collègues du CCPRO, bien souvent pris pour cible lors des conversations téléphoniques, la dégradation du service public leur étant notamment reproché... **Solidaires Finances Publiques** a dénoncé à de nombreuses reprises les conditions dans lesquelles ont été créés ces services, qui éloignent toujours plus les usagers du service public et mettent les agents dans des situations inconfortables en les exposant encore plus aux risques psycho-sociaux.

La direction a rappelé que les CCPRO doivent travailler dans un cadre strict et ne peuvent pas en sortir. Selon **Solidaires Finances Publiques**, le séquençage de missions, afin de supprimer plus d'emplois, démontre encore une fois, combien cette organisation du travail ne fonctionne pas.

La direction a également confirmé que les primes d'accueil ne sont pas étendues aux contractuels, ce que **Solidaires Finances Publiques** .

#### **4 – Comptes rendus des visites de services du SGC de St Affrique et du SDIF de Millau :**

Lors des visites de ces deux postes, le 23 mai dernier, par une délégation des représentants du personnel du CSAL/FS, les agents ont pu échanger librement et directement avec les représentants de la formation spécialisée. Ils ont pu s'exprimer sans filtre sur leur ressenti et leur quotidien au travail rendu difficile suite aux restructurations qu'ils ont subies pour l'un en 2021 et l'autre en 2022.

Les représentants du personnel ont remis à la direction un rapport détaillé et circonstancié suite à ces visites.

Avant d'aborder cet épineux sujet, quelle n'a pas été notre étonnement de recevoir de la Direction, un document de près de 20 pages contenant ses éléments de réponse en même temps qu'on abordait le sujet.

**Solidaires Finances Publiques** tient à dénoncer ce procédé qui ôte tous moyens de riposte et d'argumentation aux représentants du personnel et empêche toute possibilité de dialogue voire de contestation sur le dit document. **Nous le ferons constater sur le PV de cette séance.**

### **- Concernant le SGC de St-Affrique :**

Depuis de nombreuses années, les agents de ce service occupent des locaux d'un autre âge, non adapté à une administration moderne, sans aucun réseau et de téléphonie satisfaisant.

L'éternelle promesse d'un déménagement, mainte fois évoquée, est toujours d'actualité même si rien de certain n'est encore signé et acté. La direction réitère néanmoins sa volonté de maintenir le service sur ce territoire. Les agents ont encore le très mauvais souvenir de la menace maladroite d'un déménagement au Centre des Finances Publiques de Millau, lors d'une visite de la direction en mars dernier.

La vétusté de la téléphonie est et restera en l'état, le process d'amélioration étant à son maximum... Pour rappel les agents ont très mal vécu le reproche qu'il leur a été fait de ne pas suffisamment décrocher le téléphone ...

Le SGC de St Affrique n'échappe pas à la surcharge de travail dû aux restructurations et à la réorganisation du travail, à l'arrivée de nouveaux agents qu'il faut former et soutenir du fait d'une charge de travail très importante sur une zone géographique très large, 5 conseillers aux décideurs locaux sont en effet en activité sur ce secteur.

La direction, avouant son impuissance lors de ce CSAL/FS, est bien consciente des problèmes, et déplore un nombre insuffisant d'arrivées pour combler les vacances, l'EDR reste, d'après eux, la solution miracle ...

A ce jour, même si la promesse de construction d'un nouveau bâtiment à St Affrique emporte l'adhésion des agents, un accord sur les loyers n'a toujours pas été trouvé.

La menace d'un déménagement au Centre des Finances Publiques de Millau, dévoilée par la Direction lors d'une visite en mars dernier, qui a été très mal perçue par les agents, resterait malheureusement la solution envisagée par la Direction en cas de désaccord avec le propriétaire des locaux sur le montant des loyers jugé encore trop élevé par rapport au prix du marché.

En résumé beaucoup d'améliorations sont à apparter au SGC de St Affrique mais sans grande marge de manœuvre et une volonté toujours présente de faire plus avec moins de personnel. Les collègues de St Affrique se sentent abandonnées par leur Direction et les 4 départs au 01/09/23 pour deux arrivées annoncées, n'arrangeront pas les choses..

**Solidaires Finances Publiques dénonce ce constat d'impuissance et restera aux cotés des agents de St Affrique.**

### **Concernant le Sdif de Millau**

Que dire de ce tout nouveau service et de ces agents déjà en souffrance ?

La situation est catastrophique : le manque d'organisation, là encore un fort sentiment d'abandon des missions (e-contact, traitement courrier, décrochage téléphonique...) font de ce poste le porte-drapeau de l'échec de la NRP et un témoignage pour ceux qui, comme **Solidaires Finances Publiques**, ont alerté la Direction sur la nécessité d'arrêter enfin la folle course de la DGFIP, aux suppressions de postes et d'emplois.

Les collègues font part de leur désarroi face à un manque d'organisation du service fusionné, un manque de formation des nouveaux arrivants qui, dès le matin, arrivent sans savoir quelles seront leurs tâches à accomplir.

**Solidaires Finances Publiques** a, depuis le début, alerté la direction sur la catastrophe annoncée, mais rien n'a été fait pour organiser le travail. Le stress des agents est à son comble et beaucoup s'interrogent face à la montagne de travail en retard qui s'accumule... Comment l'absorber avec la campagne des avis de taxe foncière qui s'ajoutera bientôt. Le deuxième semestre s'annonce difficile, d'autant plus que le service compte 6 sachants pour 10 apprenants + 2 qui arrivent au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Il est difficile d'évaluer le niveau de stress et d'incompréhension tant du côté des agents que de celui des contribuables qui s'émouvent de la création d'un service déjà sinistré, sans comprendre comment on a bien pu en arriver là.

Car ne l'oublions pas, nous sommes un Service Public au service du Public et les conséquences seront bien entendu importantes pour les contribuables concernés.

Les SIP sont pris dans entre deux feux et bataille et tentent tant bien que mal d'aider les collègues du SDIF, l'appui, en ce qui concerne Gestloc et Surf, est important et impacte également leur travail au quotidien, le tout sans grand dialogue ou organisation de la part de la Direction.

La direction regrette le déploiement bien trop tardif des applications informatiques et tente de prioriser les tâches. Elle regrette aussi un manque d'organisation du service, mais le chef de service et son adjoint peuvent-ils être les deux seuls responsables de ce fiasco... les têtes pensantes de la DG n'auraient-elles pas vendu la charrue avant les bœufs comme dit l'adage et précipité un service dans la tourmente du fait d'une restructuration là encore précipitée et non anticipée.

La nouvelle cheffe de service, attendue comme le Messie par la Direction aura fort à faire pour tenter d'améliorer les choses avec une importante mission d'organisation de gestion et de formation des agents ...

#### **5 – Point d'actualité sur les opérations immobilières :**

Une bonne nouvelle enfin, sur ce point : en effet le surcoût de 60 000 euros du fait du changement des ouvrants au Centre des Finances Publiques de Rodez ne sera pas pris sur le budget de la direction départementale de l'Aveyron.

#### **6 – Examen des propositions des dépenses :**

Les dépenses suivantes ont été validées :

- 25 lampadaires (13 446 euros) ;
- 9 bras-support double écran (1512 euros) ;
- 1 tapis de sol (50 euros) ;
- 30 stores intérieurs (10 299 euros) ;
- 10 ventilateurs brumisateurs pour Millau (2 692 €).

Une troisième formation supplémentaire de secouriste au travail (SST) a été votée pour la fin de l'année pour un coût de 860 €

#### **7 et 8 Examen fiches de signalements et accidents de service :**

Deux fiches de signalement ont été présentées ainsi que deux déclarations d'accidents de service.

### **Vos élus Solidaires Finances Publiques Aveyron**

Titulaires : Hélène DENOIT-FREY, Jean-Claude VERNIERES, Ludovic DELCLOS  
Suppléants : Catherine EYMARD, Kelly DELAGRANGE, Julien SCOUMAKER